

ANNEXES

- Annexe 1 : Arrêté préfectoral prescrivant l'enquête publique
- Annexe 2 : Registre d'enquête
- Annexe 3 : Mémoire en réponse du pétitionnaire à la MRAe
- Annexe 4 : Avis du SDIS
- Annexe 5 : Mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis du SDIS
- Annexe 6 : Avis de l'ARS
- Annexe 7 : Avis d'insertion dans la presse (3)
- Annexe 8 : Procès verbal de synthèse
- Annexe 9 : Réponse au P.V. de synthèse

ARRÊTÉ

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT à VILLERS-BRETONNEUX
Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, Secrétaire générale de la Préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 portant délégation de signature à Madame Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu la demande présentée le 19 juillet 2018 par la société S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Parc de Pichaury 550 rue Pierre Berthier BP 348000 13799 AIX-EN-PROVENCE CEDEX3, en vue de réorganiser l'exploitation et d'augmenter la capacité de traitement de déchets de son site sis sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, parcelles cadastrées section AC n° 27, 29 et 52, complété les 2 août 2018, 12 janvier 2019 et 2 mars 2020 ;

Vu les plans produits à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 juin 2020, déclarant le dossier recevable ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'autorité environnementale Hauts de France du 6 octobre 2020 ;

Vu la décision de la présidente du tribunal administratif d'AMIENS du 3 septembre 2020 portant désignation d'une commissaire-enquêtrice ;

Considérant que, de par sa nature, l'installation en cause est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790, 2791-1, 3510, 3550, 4001 de la nomenclature des installations classées et nécessite, de ce fait, l'ouverture d'une enquête publique ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Il sera procédé en mairie de VILLERS-BRETONNEUX, siège de l'enquête, du 9 novembre 2020 au 9 décembre 2020 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique sur la demande d'autorisation présentée par la S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT en vue de réorganiser l'exploitation et d'augmenter la capacité de traitement de déchets de son site sis sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX.

Article 2 : Pendant l'enquête publique, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés au secrétariat de la mairie de VILLERS-BRETONNEUX, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, à l'exception des jours fériés ou chômés et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale, notamment composé d'une étude d'impact ainsi que de l'avis de l'autorité environnementale et de la réponse du pétitionnaire à celui-ci, sera également consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme (<http://www.somme.pref.gouv.fr/> / environnement / rubrique installations classées pour la protection de l'environnement / enquêtes publiques) et accessible depuis un poste informatique à la préfecture de la Somme, 51 rue de la République, aux jours et heures habituels d'ouverture du bureau de l'environnement et de l'utilité publique, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Des informations sur ce projet peuvent être éventuellement demandées auprès de la société précitée (M. Joël Lequien, directeur développement environnement 03 22 48 59 20 - joel.lequien@ortec.fr).

Article 3 : La fiche annexée au présent arrêté sera affichée dans la salle de consultation du dossier et dans tout autre lieu jugé utile par le maire afin de rappeler au public intéressé les mesures sanitaires à respecter pour le bon déroulement de l'enquête publique.

Article 4 : Pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront être :

- consignées sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX;
- adressées par écrit à la commissaire-enquêtrice au siège de l'enquête et seront annexées au dit registre;
- formulées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr (en précisant dans l'objet du message l'intitulé de l'enquête). Elles seront accessibles sur le site Internet de la préfecture (<http://www.somme.pref.gouv.fr/> / environnement / rubrique installations classées pour la protection de l'environnement / enquêtes publiques / Observations et propositions du public-courriels). Les observations seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Article 5 : Madame Brigitte DEVILLERS-RACINE est désignée en qualité de commissaire-enquêtrice. Elle siégera à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX, les :
lundi 9 novembre 2020 de 9h00 à 12h00,
mercredi 18 novembre 2020 de 14h00 à 17h00,
samedi 28 novembre 2020 de 9h00 à 12h00,
mercredi 9 décembre 2020, de 14h00 à 17h00.

Article 6 : L'ouverture de l'enquête sera annoncée dans la commune de VILLERS-BRETONNEUX, ainsi que dans les communes comprises dans le rayon d'affichage : AUBERCOURT, DÉMUIN, CACHY, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSÉE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE, par les soins du maire de chaque commune, par un avis affiché à la mairie, 15 jours au moins avant l'ouverture, c'est-à-dire avant le 25 octobre 2020, pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, la société procédera, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet. Ces affiches devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement.

L'accomplissement de ces formalités sera certifié par une attestation établie respectivement par le maire de chaque commune concernée et par l'exploitant.

L'enquête publique sera également annoncée 15 jours au moins avant son ouverture, par les soins de la préfète, aux frais du demandeur, dans les journaux « Le Courrier Picard » et « Picardie la Gazette » et rappelée dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête. Elle sera annoncée sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/> .

Article 7 : La période définie à l'article 1^{er} ci-dessus pourra éventuellement être prolongée pour une durée maximale de 15 jours sur décision de la commissaire-enquêtrice.

Dans ce cas, celle-ci devra notifier sa décision à la préfète au plus tard 8 jours avant la fin de l'enquête normalement prévue, c'est-à-dire avant le 2 décembre 2020.

Article 8 : Sauf dans le cas prévu à l'article 7 ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par la commissaire-enquêtrice à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX, le 9 décembre 2020 à 17h00.

Celle-ci établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête publique unique et fera état de l'ensemble des avis recueillis. Le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public. La commissaire enquêtrice consignera, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

La commissaire enquêtrice transmettra à la préfecture de la Somme (Service de Coordination des Politiques Interministérielles – Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique), dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif d'Amiens.

Article 9 : La préfète publiera une copie du rapport et des conclusions de la commissaire-enquêtrice sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/> environnement / rubrique installations classées pour la protection de l'environnement / enquêtes publiques, pour y être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et en informera les mairies d'AUBERCOURT, DÉMUIN, CACHY, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSÉE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE. Une copie des rapports et conclusions de la commissaire-enquêtrice sera adressée à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX, siège de l'enquête, pour y être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication desdits rapports et conclusions ainsi que du mémoire en réponse du demandeur en s'adressant à la préfecture de la Somme (Service de coordination des politiques interministérielles - Bureau de l'environnement et de l'utilité publique).

La préfète adressera, dès réception, une copie des rapports et des conclusions de la commissaire-enquêtrice à la société S.A.S. JB DEVELOPPEMENT.

Article 10 : Dès l'ouverture de l'enquête, les conseils municipaux des communes de VILLERS-BRETONNEUX, AUBERCOURT, DÉMUIN, CACHY, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSÉE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE donneront leur avis sur la demande.


Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Article 11 : Au terme de l'enquête et au vu du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice, la préfète de la Somme est compétente pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale de la S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT (autorisation assortie du respect de prescriptions ou refus).

Article 12 : La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et MONTDIDIER, les maires des communes de VILLERS-BRETONNEUX, AUBERCOURT, DÉMUIN, CACHY, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSÉE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE, la commissaire enquêtrice et la S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée : ...

- à l'inspecteur des installations classées ;
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;
- à la présidente du tribunal administratif d'AMIENS .

Amiens le 15 OCT. 2020
Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Myriam GARCIA



ORTEC Services Environnement-Centre TRD
58, rue du 8 mai 1945
80 800 VILLERS-BRETONNEUX

Le 27 octobre 2020

Madame La Préfète
Préfecture de la Somme
51 rue de la République
80 000 AMIENS

Madame La Préfète,

Vous nous avez adressé l'avis délibéré de la MRAE relatif à notre projet de modernisation du centre de traitement de déchets de Villers-Bretonneux. Cet avis a en outre permis de fixer les dates de l'enquête publique. Nous vous en remercions.

Vous voudrez bien trouver ci-dessous les éléments de réponse immédiate à cet avis et les suites que nous vous proposons d'y donner.

Nous notons en premier lieu que la Mission Régionale n'a pas eu en communication la version complète de notre dossier. Celle-ci a été remise par nos soins à votre demande en préfecture le 4 aout 2020, la Mission ayant reçu une version antérieure le 20 juillet.

De nombreuses réponses aux questions posées se retrouvent ainsi dans ce dernier dossier qui intègre notamment des compléments demandés par la DREAL avant sa prononciation de la recevabilité. Le dossier à la disposition du public et de la commissaire enquêtrice est cette dernière version du 4 aout. Nous répondons néanmoins à l'ensemble des questions afin de permettre la liaison entre l'avis de la MRAE et la version versée à l'enquête.

Remarque pour ce qui suit : les paragraphes en caractères plus petits et inclinés sont extraits du texte de la MRAE.

1. Le projet de réorganisation et d'augmentation de la capacité de traitement de déchets à Villers-Bretonneux

a. Page 4

« Outre une régularisation de la situation administrative suite à différentes évolutions ayant déjà eu lieu, le présent projet prévoit plusieurs modifications du site et de nouvelles activités (pages 24, 25, 32, 33 et 35 du DDRAE) :

- création de surfaces étanches (voiries et aires de travail), de fosses de travail étanches ;
- procédés d'automatisation et de mécanisation : zone unique de chargement/déchargement des citernes, transfert des produits par canalisation sans reprise manuelle, utilisation d'engins et d'accessoires de manutention, mécanisation des procédés de déconditionnement afin d'augmenter la productivité, le niveau de sécurité des opérateurs et de réduire les troubles musculo-squelettiques ;
- augmentation de capacité du broyeur et adaptation du dispositif de brumisation d'eau afin d'optimiser les flux logistiques et de diversifier les filières de sortie ;
- déplacement géographique des activités de transit en un seul atelier ;
- mise en place d'un filtre presse pour la déshydratation de boues issues de l'atelier de neutralisation
- création d'une zone de transit de déchets amiantés ;
- création d'une zone de stockage d'emballages vides ;
- création d'un second pont bascule en sortie de site pour limiter les manœuvres des camions sur le site, en lien avec le pont bascule en entrée via un logiciel informatique ;
- implantation d'un procédé physique d'évaporation d'eau ;
- création d'une activité de nettoyage des véhicules citernes.

Le traitement des déchets aqueux, qui sera mis en place, se fera selon deux procédés (page 37 du DDRAE) :

- un procédé physico-chimique avec évaporation et recondensation de l'eau pour réutilisation ou rejet au milieu naturel via la station d'épuration,
- un procédé biologique pour la pollution biodégradable. »

La présentation suivante plus structurée peut permettre à la MRAE d'avoir une vision plus claire de notre projet :

La modernisation de l'existant et optimisations logistiques :

- Création d'une voie de contournement en sens unique permettant de déconnecter les livraisons et les expéditions de la production
- création d'un second pont bascule en sortie de site pour limiter les manœuvres des camions sur le site, en lien avec le pont bascule en entrée via un logiciel informatique
- Création de fosses étanches en lieu et place de surfaces planes, supprimant l'emprise des engins dans les massifs de déchets pour les manipuler
- procédés d'automatisation et de mécanisation : zone unique de chargement/déchargement des citernes, transfert des produits par canalisation sans reprise manuelle ou par camion pompeur

- création d'une zone de stockage d'emballages vides
- modernisation du réseau de détection et lutte incendie

Le traitement (qui se substituera à celui autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2003) des déchets aqueux avant rejet au réseau collectif, se fera selon deux procédés :

- un procédé physico-chimique avec évaporation et recondensation de l'eau
- un procédé biologique.

La protection de l'environnement :

- Création de bâtiments pour abriter les stockages et zones de transformation des déchets neutralisant le risque de pollution accidentelles des eaux et supprimant la présence d'eaux météoriques dans les combustibles fabriqués.
- Création d'un réseau séparatif pour eaux pluviales recueillies sur les voies de circulation internes à la voie de contournement.

Les activités nouvelles :

- création d'une activité de nettoyage des véhicules citernes
- mise en place d'un filtre presse pour la déshydratation de boues issues de l'atelier de neutralisation
- création d'une zone de transit de déchets amiantés
- augmentation de capacité et du nombre de broyeurs afin d'optimiser les flux logistiques et de diversifier les filières de sortie

Les investissements pour la sécurité et les conditions de travail

- utilisation d'engins et d'accessoires de manutention, mécanisation des procédés de déconditionnement afin d'augmenter la productivité, le niveau de sécurité des opérateurs et de réduire les troubles musculo-squelettiques
- création d'un second pont bascule en sortie de site pour limiter les manœuvres des camions sur le site, en lien avec le pont bascule en entrée via un logiciel informatique

b. Page 5

Les installations exploitées ou prévues sur le site sont décrites et répertoriées pages 126 à 134 du DDRAE. Elles sont actuellement soumises à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques 2718, 2790, 2791, 3510, 3550, 2713, 2714, 2716, 2795, 1435, 1532, 1630-B, 2663-2, 2711, 2910-A, 2930-1, 3532, 4510, 4719, 4725 et 4734.

Au vu du tableau page 126 et suivantes du DDRAE, le projet va modifier la situation des activités exploitées pour les rubriques 2718 (capacité de transit, regroupement ou tri : diminution de la quantité d'eaux hydrocarburées de 702 tonnes, augmentation des déchets dangereux de 154 tonnes), 3510 (capacité de traitement portée à 523,2 tonnes par

jour), 3550 (capacité de stockage temporaire de déchets dangereux portée à 3282 tonnes, soit 564 tonnes supplémentaires), 2713 (surface de l'aire de travail pour les métaux de 450 mètres carrés, soit 400 mètres carrés supplémentaires), 2716 (capacité de transit de déchets non dangereux portée à 136 tonnes représentant plus de 100 mètres cubes soit 111 tonnes en plus), 1532 (capacité de stockage de sciure portée à 200 mètres cubes, soit 20 mètres cubes supplémentaires), 1630-B (quantité de stockage de lessive de soude portée à 20,7 tonnes soit 2,7 tonnes supplémentaires et création d'un nouveau stockage de deux fois 1,35 tonne de lessives de soude), et 2930-1 (atelier de réparation dédié aux véhicules à moteur de 40 m², soit 10 mètres carrés supplémentaires).

La présentation suivante permet une lecture plus claire des évolutions

<u>Rubrique ICPE</u>	<u>Activité ou substance</u>	<u>Situation actuelle</u>	<u>Situation future</u>	<u>Evolution</u>
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	La capacité de transit, regroupement ou tri (sans traitement hormis une simple centrifugation) est de : <ul style="list-style-type: none"> • 951 t d'eaux souillées ou hydrocarburées, • 25 t de déchets regroupés en alvéoles 3, 4 et 5, • 99 t de déchets dangereux en transit en bennes Soit 1075 tonnes	La capacité de transit, regroupement ou tri sera de : <ul style="list-style-type: none"> • 249 t d'eaux hydrocarburées • 179 t de déchets dangereux regroupés • 99 t de déchets dangereux en transit en bennes soit 527 tonnes 	-548t en stock instantané Soit -50 %
2790	Installation de traitement de déchets	<u>Situation actuelle</u> Le site traite des déchets dangereux par broyage, neutralisation, séparation de phases, précipitation, décantation, centrifugation, préparation de combustible de substitution....	Inchangé	Inchangé
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux	Le site est amené à regrouper et traiter occasionnellement des déchets solides ou pâteux non dangereux L'activité de traitement de déchet non dangereux peut atteindre 10 t/j	>10 t/jour	Inchangé

3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	<p>Le site assure le traitement de déchets dangereux contenant ou non des substances dangereuses</p> <p>La quantité de déchets traités autorisée est de 36000 t/an</p>	<p>Les opérations de traitement comprendront : - Broyage : 80 t/j,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Neutralisation/filtre presse : 100 t/j, - Centrifugation : 50 m³/j, - Empattage / Crible : 200 t/j, - CMV : 43,2 t/j, - Unité physico-chimique et biologique : 50 t/j. <p>Soit une capacité de traitement maximale de 523,2 t/j et autorisée de 45000 t /an</p>	+9000T/an Soit +25%
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux	<p>Les déchets dangereux en transit sont actuellement stockés à hauteur de 1314 t</p> <p>Plus, les déchets en attente de traitement</p> <p>Soit un total de 2 718 t.</p>	La capacité de stockage temporaire du site sera portée à 3 282 t.	+564 t soit +20%
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux,	La surface de l'aire de travail (tri, regroupement, stockage) pour les métaux est de l'ordre de 50 m ² .	450m ²	+400m ²
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 250	250 m3	Inchangé
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la	La capacité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux est de 25 t	La capacité de transit de déchets non dangereux sera portée à 136 t ou plus de 100 m ³ .	+111 t Soit +444 %

	réutilisation de déchets non dangereux	de déchets en bennes.		
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses	Le site exerce une activité de rinçage de citernes, de containers, de GRV... utilisés pour sa propre activité ou celle de clients extérieurs. La quantité d'eau mise en œuvre est de 10 m ³ /j.	Inchangé	Inchangé
1435	Stations-service	Le volume annuel de gasoil distribué est inférieur à 250 m ³ .	<250 m ³	Inchangé
1532	Dépôt de bois sec	Le volume de sciure susceptible d'être stocké est de 180 m ³ .	200 m ³	+20 m ² soit +11%
1630-B	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique.	La quantité totale de soude susceptible d'être présente est de 18 t pour la neutralisation	20.7 t	+2,7 t Soit +15%
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Le site dispose de stockages de bacs et de palbox en plastique. Le volume susceptible d'être stocké est de 160 m ³ .	160m ³	Inchangé
2711	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques.	Le volume susceptible d'être entreposé est de 30 m ³ (DEEE) en bennes	30m ³	inchangé
2910-A	Combustion	Le site dispose de 2 chaudières alimentées au gaz	Inchangé	0%

2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de	Le site comporte un hangar servant d'atelier de réparation et de maintenance, dont 30 m ² sont dédiés à la réparation des appareils à moteur.	L'atelier de réparation dédié aux véhicules à moteur aura une surface de 40 m ² .	+10 m ² Soit +30%
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure (A)	L'activité principale du site est le traitement de déchets dangereux. L'activité de traitement de déchet non dangereux peut atteindre 10 t/j	20t/jour	+10t/jour Soit +50%
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Le site dispose d'un stockage d'hypochlorite de sodium. La quantité susceptible d'être présente est de 1 t.	1 t	Inchangé
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	La quantité totale d'acétylène susceptible d'être présente sur le site est de 62 kg.	62 Kg	Inchangé
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	La quantité totale d'oxygène susceptible d'être présente sur le site est de 62 kg.	62 Kg	Inchangé
4734	Produits pétroliers spécifiques et de carburants de substitution	Le site dispose d'une cuve aérienne de gasoil de 5 m ³ (soit environ 4,225 t).	5m3	Inchangé

c. Page 6

Le projet est concerné par la directive « IED »¹ pour les rubriques ICPE 3510, 3532 et 3550 (page 136 du DDRAE). Les installations concernées sont mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.

Enfin, les évolutions prévues dans le cadre du projet vont conduire le site à entrer dans la catégorie des établissements Seveso² seuil bas (pages 140 et 141 du DDRAE). À noter que ce dossier a fait l'objet d'une demande de permis de construire pour une surface de 1 899 m².

Ce point n'est pas exact.

En effet ORTEC a évalué le classement de son activité lors des évolutions réglementaires de 2015 ce qui a conduit à son statut « SEVESO seuil bas » depuis 5 ans.

Le projet vise à augmenter la capacité annuelle de production **avec la réduction concomitante du stock ; l'évolution prévue ne modifie pas le statut**. En effet le mode gestion et les nouveaux équipements favorisent une augmentation de la capacité de production qui réduit les stocks instantanés.

Résumé non technique- Page 7

L'autorité environnementale recommande de compléter le résumé non technique d'un sommaire et d'une iconographie permettant de visualiser les enjeux environnementaux et de croiser ces derniers avec le projet.

Ce travail est demandé à notre bureau d'études rapidement.

Articulation du projet avec les plans-programmes et les autres projets connus- Page 8

L'autorité environnementale recommande d'analyser l'articulation du projet avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets Hauts-de-France.

Le dossier déposé en 2018 ne pouvait pas prendre en compte des données non validées du PRGPD, celui-ci ayant été approuvé en décembre 2019. Cette analyse sera confiée à notre bureau d'études.

L'autorité environnementale recommande d'analyser l'articulation du projet avec les dispositions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Somme aval et cours d'eau côtiers.

Le dossier déposé en 2018 ne pouvait pas avoir connaissance de ces évolutions. Cette analyse sera confiée à notre bureau d'études.

L'autorité environnementale recommande d'actualiser la recherche des projets développés entre 2015 et 2020 et d'analyser leurs effets cumulés.

Les projets de centre commercial ont été remis en question en 2019. Toutefois, notre bureau d'études actualisera cette analyse et étudiera les effets cumulés des autres implantations survenues ou prévues tel que demandé.

Paysage et patrimoine-Page 9

Une mise en cohérence de la hauteur de la cuve T3 est nécessaire.

Nous confirmons que la cuve fera bien 12 mètres ; une erreur a dû se glisser dans le texte.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'étude d'impact d'une étude paysagère et d'analyser les impacts du projet sur le paysage et le patrimoine et, le cas échéant, d'envisager les mesures permettant d'y remédier.

Ce point a été intégré dans la conception du projet comme il est normal dans une entreprise dont la mission est la protection de l'environnement.

S'agissant de l'intégration paysagère, il convient de noter que l'ensemble des surfaces aujourd'hui non imperméabilisées (>50%) et plantées ou enherbées restent en l'état.

La totalité des arbres ou haies venant à être supprimées ont été préventivement replantées en 2018 et 2019 (une centaine de plants soit 20% de plus que la situation précédente)

L'étude paysagère complémentaire sera confiée à un bureau spécialisé.

Ressource en eau-Pages 10 à 13

Concernant le traitement des eaux usées

L'autorité environnementale recommande :

- *de détailler la composition des eaux usées industrielles et de démontrer la capacité de la station d'épuration communale à les traiter ;*
- *de fournir la convention de rejets en vigueur entre l'établissement et la communauté de communes*
- *de fournir la convention de rejets signée prenant en compte les nouveaux rejets de l'établissement, tant en qualité qu'en quantité.*

L'autorité environnementale recommande de rechercher une éventuelle contribution de l'activité actuelle du site à la pollution observée dans les eaux souterraines et, le cas échéant, d'y remédier.

Globalement il ressort de cette analyse que la présentation de notre projet dans le dossier n'est pas claire et nous allons la reprendre.

Les conventions signées avec la collectivité ainsi que les caractérisations des effluents figurent dans la version finale de notre dossier et dont la MRAE n'a pas eu connaissance.

Ces conventions ont été rédigées et validées selon les critères d'aptitude des exutoires en particulier. Ainsi concernant les eaux pluviales le dimensionnement des bassins 1° flot et tampon a été conçu pour stocker les eaux et les envoyer au réseau collectif à l'issue des épisodes pluvieux ; ceci afin de soulager le réseau collectif des forts débits grâce à notre capacité de stockage.

Pour les eaux usées les critères d'admission à la STEP en DCO notamment (figurant dans la convention) ont été significativement durcis (relativement à notre demande) pour répondre à l'exploitant de la STEP.

Concernant les eaux souterraines, les piézomètres installés l'ont été en 2004 suite à la fermeture d'une ancienne installation de traitement de déchets aqueux sur le site. Ils ne visaient pas l'activité actuelle. Néanmoins ce travail sera réalisé par le bureau d'études.

Concernant le traitement des eaux pluviales

L'autorité environnementale recommande de clarifier le projet sur les modalités de gestion des eaux pluviales en s'assurant de la compatibilité de leur qualité, notamment par rapport aux polluants qu'elles sont susceptibles de contenir, avec les capacités de traitement de la station d'épuration qui les accueillera.

Sur ce point également le dossier ne semble pas clair et nous allons en modifier la rédaction tout en répondant aux questions soulevées.

Toutefois, il convient de préciser que le réseau des eaux pluviales est séparatif :

- eaux de toitures

- eaux de voiries propres

- eaux des surfaces internes de production susceptibles d'être souillées accidentellement.

Les eaux souillées sont considérées comme des déchets et stockées à part avant d'être traitées comme telles, en installations interne ou externe.

Risques technologiques et sanitaires et nuisances-Pages 13, 14 &15

➤ *Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des risques*

L'autorité environnementale recommande d'étudier et de proposer des mesures de réduction des risques d'incendie en particulier pour les deux accidents majeurs identifiés AM1 et AM3.

Cette remarque est très intéressante et ouvre une perspective en vue de circonscrire le risque au site.

Les deux incidents majeurs AM1 et AM3 ne concernent pas les effets thermiques mais les vapeurs de combustion issues d'un incendie.

Le scénario 1 fait ainsi état d'un incendie de produits chimiques et des vapeurs qui en découlent. Ce phénomène est d'une cinétique lente et permet de procéder aux attaques incendie par les secours si les dispositifs automatiques ne suffisent pas et à notre personnel d'évacuer. **Afin de prendre en compte cette remarque de la MRAE, nous réfléchissons dès à présent à ré-organiser notre production en deux postes de travail afin de réduire drastiquement le stock et donc la portée de l'incident.**

Pour l'AM3, nous allons étudier le déplacement du stock concerné vers l'intérieur du site après avoir vérifié les éventuels effets dominos d'une telle organisation. Si cela est convenable, le flux ne sortirait plus du site.

Enfin, dans le cadre de l'analyse des risques, il est fait mention de l'existence d'un groupe de travail (page 401 du DDRAE) mais aucune information concernant sa composition n'apparaît dans le dossier.

Nous attendons la réponse du bureau d'études sur ce point.

Concernant l'évaluation des risques sanitaires, les nuisances olfactives et sonores –Pages 13, 14 & 15

L'autorité environnementale recommande de présenter les substances de composés organiques volatils émises, en caractérisant leur toxicité, et de détailler l'estimation des rejets pour chaque phase (transfert, regroupement et traitement) en précisant le bilan majorant et le bilan moyen.

L'autorité environnementale recommande de justifier que l'activité actuelle ne génère pas de nuisance olfactive.

L'autorité environnementale recommande de compléter le dossier par une étude acoustique présentant le niveau de bruit résiduel (quand l'entreprise n'est pas en fonctionnement) et le bruit ambiant (quand l'entreprise est en fonctionnement avec les futures activités et équipements).

Ortec va diligenter les études demandées rapidement dans les prochaines semaines puis dans les 3 mois suivant les implantations nouvelles. Le texte sera également clarifié pour répondre au souci de lisibilité relative aux COV.

Consommation d'énergie page 16

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Les énergies utilisées sur le site sont l'électricité pour l'alimentation des équipements associés à l'activité, des installations annexes et des bureaux administratifs et locaux sociaux, le gaz naturel pour les chaudières, le gazole non routier pour l'alimentation des engins (page 318 du DDRAE).

En 2014, les consommations énergétiques étaient alors de 250 260 kilowatts heure pour l'électricité et de 281 336 kilowatts heure pour le gaz naturel.

Dans le cadre du projet, il est prévu que ces consommations passent à 720 000 kilowatts heure pour l'électricité et 350 000 kilowatts heure pour le gaz naturel, soit une augmentation de 187 % d'électricité et de 24 % de gaz.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du climat

A l'exception d'une mention indiquant que le site ne cessera d'évoluer vers des technologies permettant une diminution de la consommation énergétique (page 318 du DDRAE), aucune solution de diversification d'énergie (panneaux solaires, éolien...) ou d'appoint n'est proposée pour diminuer la consommation d'énergie non renouvelable du site.

L'autorité environnementale recommande, au vu de la forte augmentation de consommation énergétique liée au projet, d'étudier toutes mesures permettant de diminuer cette consommation d'une part, et d'autre part de rechercher et de développer le recours à des sources d'énergie renouvelable afin d'en réduire l'impact.

La mission principale du site TRD de Villers Bretonneux est la production de combustible de substitution donc d'énergie et la consommation d'énergie est de fait une préoccupation importante. Cette production consiste à réaliser des combustibles alternatifs à partir de déchets de l'industrie ou de déchets dangereux récupérés par la collectivité. Ces combustibles de substitution ainsi obtenus aux moyens des ateliers de

travail sur le site permettent de sauver près de 3000 Tonnes Equivalent Pétrole TEP notamment en cimenteries pour la production de ciment en lieu et place du recours à des combustibles fossiles traditionnels.

Ainsi le calcul « Bilan Energie » doit être envisagé non pas seulement en consommation mais de manière plus élargie aux bornes de l'activité et de l'existence même de TRD.

Une note de calcul sera demandée à notre bureau d'études .

Dès à présent, nous demandons à notre Bureau d'études de mettre en lumière ce point.

Enfin, dans le cadre de sa démarche de RSE Responsabilité Sociétale des Entreprises, le groupe ORTEC s'est renforcé avec une équipe technique pour notamment étudier les solutions de création de parcs photovoltaïques là où cela est technico économiquement envisageable. Le site de TRD pourra faire l'objet d'une étude d'opportunité en ce sens.

Restant disponible pour toute précision, nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète, l'assurance de notre haute considération.

Le Responsable du projet TRD ORTEC,

Joël LEQUIEN





POLE OPERATIONNEL

Amiens, le 23 NOV 2020

**GROUPEMENT PREPARATION ET MISE
EN ŒUVRE OPERATIONNELLE**

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours

SERVICE PREVISION

à

Bureau Risques Industriels

Tél. : 03.64.46.17.34

Madame la Préfète
PRÉFECTURE
Service de Coordination
et des Politiques Interministérielles
Bureau de l'Environnement
et de l'Utilité Publique

N/Réf : LS/AG/2020-246

Objet : **VILLERS BRETONNEUX**
ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT

Réf : Votre demande d'avis reçue le 20 octobre 2020

23 NOV 2020

Suite à votre transmission rappelée en référence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'étude de cette réalisation appelle de ma part les remarques formulées dans le rapport de sécurité ci-joint.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Pôle Opérationnel,


Lieutenant-Colonel Emmanuel GUIZIOU

PJ :

- Dossier en retour

Copie :

- Chef du Groupement territorial
- Chef du centre de secours de Villers Bretonneux

RAPPORT DE SECURITE ETABLI PAR LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Commune : Villers Bretonneux

Objet : Demande d'Autorisation d'Exploiter

Affaire suivie par : Capitaine Laurent SCARABIN

I – DESCRIPTION

Le projet concerne une demande d'autorisation environnementale unique relative à la réorganisation de l'exploitation et l'augmentation des capacités de traitements de déchets de la société ORTEC services environnement.

L'entreprise est spécialisée dans le tri/transit/regroupement et le traitement de déchets. Actuellement, elle est soumise au régime d'autorisation des ICPE et souhaite augmenter sa capacité totale de traitement en passant de 36 000 tonnes / an à 55 000 tonnes par an.

- Le traitement de déchets industriels liquides passera de 25 000 t/an à 15 000 t/an,
- L'ensemble tri/transit/regroupement/pré-traitement passera de 11 000 t/an à 40 000 t/an.

Le dossier vise à régulariser la situation de l'entreprise au regard du classement Seveso seuil bas par la règle du cumul pour les risques « santé », « physique » et « environnement ». Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790, 2791, 3510 et 3550.

Le site, d'une surface totale de 62 678 m², se compose de :

- 2 zones principales d'activité :
 - la zone liquide vrac au Sud-Est du site,
 - la zone déchets solides, pâteux ou liquides en vrac et conditionnés au Centre et à l'Ouest du site.
- de bâtiments et installations annexes localisés principalement au Nord :
 - un bâtiment d'accueil,
 - un laboratoire,
 - un hangar d'une superficie de 525 m² comprenant un atelier de réparation et maintenance, un vestiaire pour les équipements spécifiques, un atelier de regroupement acide/base, un stockage d'adjuvants de traitement,
 - un bâtiment administratif de 430 m²,
 - un local chaufferie pour une chaudière gaz de capacité 800 Kw,
 - un transformateur de 630 KVa.

Les eaux usées industrielles seront traitées sur site puis dirigées vers la station d'épuration de Villers-Bretonneux ou évacuées vers une installation de traitement extérieure.

Les besoins en eau d'extinction en cas d'incendie sont estimés à un volume de 360 m³.

Scénarii d'accidents :

Accident majeur (AM)	Commentaires	Nature des produits impliqués
AM 1	Fumées de l'incendie de déchets dans l'atelier de démantèlement des GRV	Déchets chlorés
AM 2	Vapeurs toxiques suites à un épandage de solvant chloré dans l'alvéole 4	Solvants chlorés
AM 3-1	Fumées de l'incendie de déchets dans l'alvéole 2	Déchets chlorés et azotés
AM 3-2	Fumées de l'incendie de déchets dans l'alvéole 5	Déchets toxiques

Moyens de secours :

Le dossier ne mentionne aucun moyen de secours sur l'établissement. Ils sont considérés comme des informations confidentielles visées par l'annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE.

Accessibilité :

L'entreprise est desservie par la rue du 8 mai 1945.

Défense Extérieure Contre l'Incendie :

En l'état actuel des données en notre possession, il apparaît que la Défense Extérieure Contre l'Incendie du projet est assurée par :

Type de PEI*	Numérotation départementale	Localisation	Débit horaire à 1 bar ou volume	Distance au risque le plus éloigné du projet
PI 100	080799-20011	Rue du 8 mai 1945, avant le pont SNCF	Inconnu	200 m
PI 100	080799-20009	Rue de la briqueterie, société les Carreleurs Picards	Inconnu	350 m

*PEI : Point d'Eau Incendie

Rappel : en application du RDDECI 80, arrêté par M. le préfet le 17 avril 2017, l'exploitant doit s'assurer de la bonne transmission des données de débit et de pression des PEI tous les 3 ans maximum au SDIS.

Confinement des eaux d'extinction :

Le calcul du dimensionnement des eaux d'extinction réalisé par l'établissement s'élève à 544 m³. Deux bassins de rétention pour les eaux d'extinction, d'une capacité totale de 574 m³, sont prévus au Sud-Ouest du site.

Ouvrages et tiers à proximité :

L'habitation la plus proche est située au Nord du site. Il s'agit de l'habitation de l'ancien responsable de maintenance du site. Les autres habitations situées à proximité sont implantées à environ 250 m au Nord-Ouest du site.

II – REGLEMENTATION

L'exploitation est soumise aux dispositions du Code du Travail, aux dispositions du Code de l'Environnement, et notamment la réglementation applicable aux Installations Classées.

Le tableau suivant résume les rubriques concernées par des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Rubriques		Classement
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux.	D
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois.	D
2716	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes.	DC
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux.	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux.	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux.	A
2795	Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières	DC

	alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux.	
3510	Traitement de déchets dangereux.	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux.	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux.	A SSB

III – PRESCRIPTIONS

Dans cette étude, le Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est limité à étudier les dispositions constructives et plus généralement les éléments qui risquent de :

- mettre en péril la sécurité des usagers du bâtiment, des bâtiments tiers ou des sapeurs-pompiers chargés d'y intervenir,
- ne pas permettre l'intervention des secours dans les conditions minimales requises à leurs missions de protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Aussi, et nonobstant l'avis des services plus particulièrement habilités à veiller à l'application des textes cités dans le paragraphe II, j'ai l'honneur de vous informer que **j'émetts un avis favorable au présent projet.**

Il convient toutefois de respecter toutes les mesures de prévention et de défense incendie prévues dans le dossier soumis à la présente étude, amendées des prescriptions suivantes. Celles-ci résultent de l'analyse des risques faite par le SDIS 80 au regard des éléments présentés dans le dossier.

1. Prévoir un dispositif d'accès simple, efficace et rapide au site et aux bâtiments. En effet, les sapeurs-pompiers sont fréquemment confrontés à des difficultés d'accès dues aux moyens de protection physique contre les intrusions et sont contraints parfois d'utiliser des matériels de désincarcération (le double des clés ne sera pas une solution retenue).
2. Disposer un plan de masse plastifié (format A0) à chaque entrée de l'établissement, utilisable par les sapeurs-pompiers. Ce plan comportera notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures et installation à risque, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents.
3. Maintenir une voie engins sur tout le périmètre du bâtiment. Cette voie ne sera pas confondue avec :
 - les aires pour l'alimentation des engins à proximité des points d'eau ou poteaux incendie,
 - les aires de mise en station des échelles aériennes.
4. Ne pas planter à proximité des voies engins des arbres qui pourraient avec le temps rendre difficile, voire impossible, la progression des engins de secours.
5. Prévoir une zone de mise en station des échelles aériennes au droit des murs séparatifs de cellules afin de permettre aux services de secours de limiter la propagation d'un incendie à l'ensemble du bâtiment.
6. Prévoir un dispositif de coupure des différents fluides utilisés sur le site facilement accessible par les sapeurs-pompiers.
7. Faire signaler sur les plans les coupures électriques et la coupure générale du site.
8. Afficher les plans des zones de désenfumage près des commandes des cantons.
9. Signaler à l'extérieur les portes des cellules où sont implantées les commandes de désenfumage et prévoir un dispositif d'ouverture depuis l'extérieur de celles-ci.
10. Afficher de façon bien visible les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie et faire respecter ces interdictions.
11. Interdire tout brûlage à l'air libre sur le site.
12. Permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence.
13. Répartir judicieusement des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques.
14. Afficher bien en vue des consignes précises indiquant :
 - le matériel d'extinction et de secours qui se trouve dans le local ou à ses abords,
 - les procédures d'évacuation,
 - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18),
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

15. Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours.
16. Prendre toute disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols, soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction.
17. Maintenir en tout temps un volume minimal de 544 m³ pour la rétention des eaux d'extinction
18. Signaler sur le plan les commandes manuelles des vannes d'isolement des eaux d'extinction si elles existent.
19. Tenir à la disposition des services de secours les fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés dans les différentes cellules ainsi que l'état des stocks.
20. Transmettre au SDIS, lorsque ceux-ci seront opérationnels, un plan de localisation des PEI concourant à la Défense Extérieure Contre l'Incendie du site ainsi que les caractéristiques de débits/Pressions ou de volume.

L'Officier préventionniste



Capitaine Bertrand DUPUIS

ORTEC Services Environnement-Centre TRD
58, rue du 8 mai 1945
80 800 VILLERS-BRETONNEUX

Le 18 décembre 2020

Madame La Préfète
Préfecture de la Somme
Service de coordination et des politiques Interministérielles
Bureau de l'environnement
51 rue de la République
80 000 AMIENS

Copies : Madame la commissaire Enquêtrice
Monsieur le Lieutenant –Colonel Emmanuel Guisiou

Madame La Préfète,

Vous nous avez adressé l'avis du SDIS relatif à notre projet de modernisation du centre de traitement de déchets de Villers-Bretonneux. Nous vous en remercions.

Nous notons en premier lieu que le SDIS n'a pas eu en communication la version complète de notre dossier mais celle expurgée des éléments confidentiels dont font partie les dispositions de protection incendie.

Vous voudrez bien trouver ci-dessous les éléments de réponse à cet avis et les suites que nous vous proposons d'y donner (Prescriptions en caractères normaux, nos réponses en gras):

128, rue de Sully - 80048 Amiens
Téléphone 03 22 66 66 66 - Télécopie 03 22 66 66 61

Siège Social : Parc de Pichaury - 550, rue Pierre Berthier - CS 80348 - 13799 Aix-en-Provence Cedex 3 - France
Téléphone 04 42 12 12 12 - Télécopie 04 42 12 13 14 - E-mail : mail@ortec.fr

1. Prévoir un dispositif d'accès simple, efficace et rapide au site et aux bâtiments.
Nous allons dans un premier temps installer un digicode pour l'ouverture du portail d'accès pompiers situé sur la Chaussée du Val De Somme. En cas d'alarme, c'est notre personnel d'astreinte qui est chargé de prévenir les services de secours et qui leur communiquera le code d'ouverture.
Dans le cadre des travaux nous examinons la faisabilité du couplage d'un système de déverrouillage de ce portail avec l'alarme incendie, ce qui serait plus fiable au regard des problématiques de sureté.

2. Disposer un plan de masse plastifié (format AD) à chaque entrée de l'établissement, utilisable par les sapeurs-pompiers. Ce plan comportera notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures et installation à risque, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents. :

Ce plan sera réalisé et figurera également, la localisation des organes de coupures et installation à risque et les dispositifs de sécurité. Les natures et quantité de produits présents seront repérées sur le plan selon les capacités maximales autorisées.

Les quantités réelles sont disponibles dans les locaux d'accueil et à la supervision et seront communiqués par nos équipes dès leur arrivée sur les lieux.

En accord avec le SDIS (le capitaine Dupuis) et afin de respecter les dispositions relatives à la sureté ces éléments seront mis à disposition dans un tube PVC à proximité de l'entrée (dont l'emplacement banalisé sera communiqué au service de secours) et non à chaque entrée.

3. Maintenir une voie engins sur tout le périmètre du bâtiment. Cette voie ne sera pas confondue avec:

Les aires pour l'alimentation des engins à proximité des points d'eau ou poteaux incendie,

Les aires de mise en station des échelles aériennes.

L'organisation prévue et les infrastructures du site respectent ces consignes pour le groupe des bâtiments .Chaque bâtiment ayant au moins une façade à proximité immédiate de la voie de contournement, leur accessibilité reste suffisante (point validé avec le SDIS le 16/12/20).

4. Ne pas planter à proximité des voies engins des arbres :

Ce point sera respecté

5. Prévoir une zone de mise en station des échelles aériennes au droit des murs séparatifs de cellules afin de permettre aux services de secours de limiter la propagation d'un incendie à l'ensemble du bâtiment.

Après échange avec le SDIS, ce point qui vise les cellules de plus de 6000m² pour les entrepôts de matière combustible ne s'applique pas au projet en cours. Il est toutefois envisageable de réserver une telle surface pour les deux bâtiments les plus importants en surface (> 1000 m²). Ces surfaces pourront être laissées, en tout temps et en toute circonstance, libre de tout stationnement ou encombrement.

6. Prévoir un dispositif de coupure des différents fluides utilisés sur le site facilement accessible par les sapeurs-pompiers.

Le fluide concerné est le gaz. Ce dispositif est prévu et les points correspondants seront signalés sur le plan mentionné plus haut.

7. Faire signaler sur les plans les coupures électriques et la coupure générale du site.

Ce dispositif est prévu dans les investissements et les points correspondants seront signalés sur le plan mentionné plus haut.

8. Afficher les plans des zones de désenfumage près des commandes des cantons.

Le seul bâtiment fermé complètement bénéficie d'un dispositif de ventilation permanente par vanelles en dôme de toiture sur toute sa largeur couplée à une entrée d'air frais en périphérie basse.

Trois façades des autres bâtiments sont ouvertes sur la moitié au moins de leur surface, garantissant une évacuation des fumées.

9. Signaler à l'extérieur les portes des cellules où sont implantées les commandes de désenfumage et prévoir un dispositif d'ouverture depuis l'extérieur de celles-ci.

Sans objet à ce jour.

10. Afficher de façon bien visible les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie et faire respecter ces interdictions.

L'interdiction est d'ores et déjà applicable sur l'ensemble du site Le site est actuellement en fonctionnement avec ces dispositions. L'interdiction de fumer est valable sur tout le site et le permis de feu impératif en cas de besoin.

11. Interdire tout brûlage à l'air libre sur le site.

Une consigne est déjà en vigueur sur le site mentionnant ce point.

12. Permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence.

Le dispositif existant actuellement bénéficie d'un téléphone relié au service public. C'est le cas pendant les heures d'ouverture comme pendant les astreintes.

13. Répartir judicieusement des extincteurs de nature et de capacité appropriée aux risques.

Ce point est respecté dans l'organisation actuelle et sera adapté à l'identique après les travaux. Le POI sera complété avec l'ensemble des points d'implantation nouvellement créés.

14. Afficher bien en vue des consignes précises indiquant:

Le matériel d'extinction et de secours qui se trouve dans le local ou à ses abords.

Les procédures d'évacuation,

Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18),

Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Les consignes sont en place dans l'organisation actuelle et les affichages correspondants mis en place. Ce schéma sera adapté à l'identique après les travaux.

Des panneaux de sécurité sont placés dans les différentes zones à risques afin de rappeler les principales consignes de sécurité en vigueur sur le site :

-les consignes d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations,

-La procédure d'alerte avec les numéros des responsables d'intervention et des Sapeurs-Pompiers près des postes téléphoniques,

-les plans d'évacuation,

-la localisation des moyens d'extinction d'incendie (extincteurs, RIA...).

Concernant les consignes d'évacuation, une seule règle s'applique : évacuation immédiate et complète vers les point de rassemblement dès qu'une alarme retentit

15. Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours.

Un registre des formations et des exercices est en place. Les compléments seront apportés dans le même état d'esprit en fonction des nouveaux équipements mis en place.

16. Prendre toute disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols, soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction.

Chaque bâtiment est en rétention avec sa capacité de stockage ou avec une canalisation vers un bassin tampon. Les aires de manœuvre et de circulation extérieurs sont des plateformes étanches avec des regards conduisant vers une capacité de stockage.

Les eaux d'extinction suivront le même circuit vers le dispositif de stockage.

17. Signaler sur le plan les commandes manuelles des vannes d'isolement des eaux d'extinction si elles existent.

Une seule vanne est concernée et sera asservie au déclenchement de l'alarme. Cette vanne figurera sur le plan évoqué au point 1.

18. Tenir à la disposition des services de secours les fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés dans les différentes cellules ainsi que l'état des stocks.

L'ensemble des déchets bénéficie de FID (Fiche d'identification de déchet) avec les symboles de dangers correspondants. Les codes de danger par point de stockage seront indiqués sur le tableau évoqué au point 2.

19. Transmettre au SDIS, lorsque ceux-ci seront opérationnels, un plan de localisation des PEI concourant à la Défense Extérieure Contre l'incendie du site ainsi que les caractéristiques de débits/Pressions ou de volume.

Quatre poteaux incendie sont implantés à proximité immédiate du site. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

Poteau	Débit	Pression	Distance par rapport au site
Nord	176 m ³ /h*	1 bar	A proximité immédiate
Est	150 m ³ /h*	1 bar	A proximité immédiate
Ouest	60 m ³ /h	1 bar	75 m
Sud-ouest	176 m ³ /h*	1 bar	75 m

** Débit communiqué par la mairie de Villers-Bretonneux, contrôle en date du 03/12/2012.*

Les caractéristiques transmises par la commune sont jointes en annexe.

Les PEI internes seront mentionnés sur le plan prévu au point 1. Il sont alimentés par le réseau collectif et leurs caractéristiques sont celles des PEI externes.

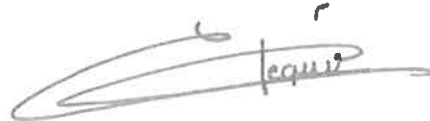
20. Maintenir en tout temps un volume minimal de 544 m³ pour la rétention des eaux d'extinction.

Le dispositif de traitement et de stockage des eaux de pluie intègre les 544m³.

Nous restons à votre disposition pour d'éventuels éclaircissements ou compléments et vous prions d'agréer, Madame La Préfète l'assurance de notre considération.

Le chef de projet

Joël LEQUIEN

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'lequien', with a large, sweeping horizontal stroke underneath.

CLIENT: PL040127	ORTEC	interlocuteur	MR VOCHOT	DATE INTERVENTION	24/10/2019
ADRESSE SITE	ZI RUE DU 8 MAI 1945 - 80800 VILLERS BRETONNEUX			INTERVENANTS	LYES

N° POTEAU		1				
MARQUE		BAYARD				
MODELE		PN 16				
ANNEE						
DIAMETRE		100				
TUYAU	RENVERSABLE	X				
	NON RENVERSABLE					
	INCONGELABLE	X				
	NON INCONGELABLE					
SORTIE	65	NOMBRE	2			
		BOUCHON	OK			
		JOINT	OK			
	100	NOMBRE	1			
		BOUCHON	OK			
		JOINT	OK			
OUVERTURE	VOLANT		OUI			
	CARRE MANŒUVRE		OUI			
	ETAT		OK			
CAPOT		NON				
SOCLE	BETON					
	AUTRE		X			
VANNE DE PIED	DISTANCE/POTEAU					
	ETAT					
PRESSION STATIQUE EN BARS (DEBIT NUL)		3,5				
PRESSION A 60 M3/H		1,1				
DEBIT GUEULE BEE (0 BARS)		79				
DEBIT A 1 BAR		62				
DEBIT A 0,6 BARS		70				
PROTECTION		NON				
OBSERVATION		RAS				FP



Commune de VILLERS BRETONNEUX

CONTRÔLE DE PERFORMANCE HYDRAULIQUE



Hydrant

N°	Type	Marque	Ø	Adresse
80799-7	Poteau incendie	PAM	100	Chemin du Val de Somme Zone Industrielle

Mesures

Date	4 avril 2019
Nom de l'agent	Florient THIRACHE
Pression statique du réseau (bar)	4
Débit / pression en écoulement libre	188
Débit à 1 bar (m ³ /h)	164
Débit à 0,6 bar (m ³ /h)	

Visibilité

Oui ☐

Accessibilité

Oui ☐

Peinture

Défaut ☐

Anomalies constatées

Peinture vétuste

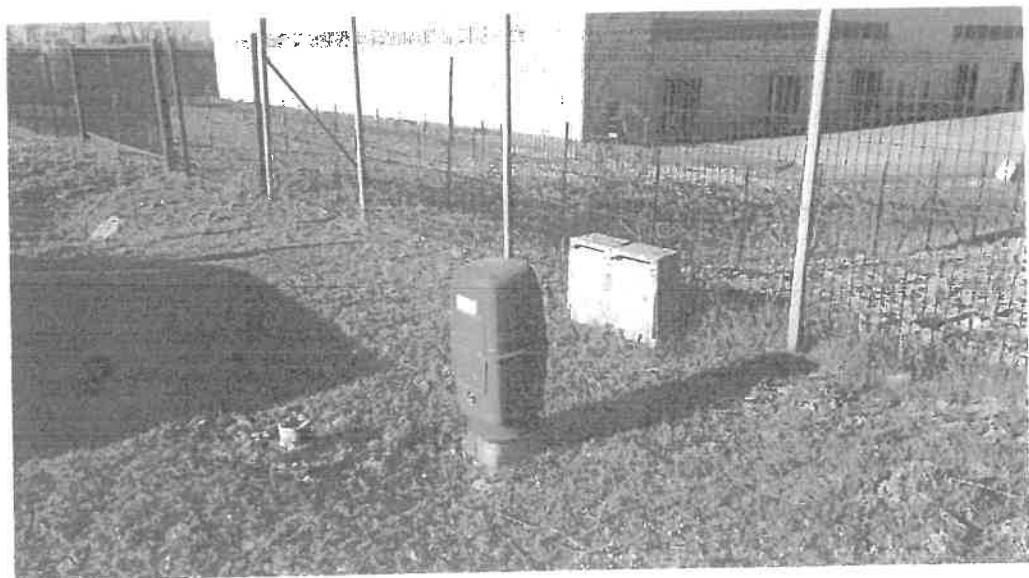


Commune de VILLERS BRETONNEUX

CONTRÔLE DE PERFORMANCE HYDRAULIQUE

Hydrant

N°	Type	Marque	Ø	Adresse
80799-7	Poteau incendie	PAM	100	Chemin du Val de Somme Zone Industrielle





Commune de VILLERS BRETONNEUX

CONTRÔLE DE PERFORMANCE HYDRAULIQUE



Hydrant

N°	Type	Marque	Ø	Adresse
80799-6	Poteau incendie	PAM	100	Chemin du Val de Somme Zone Industrielle

Mesures

Date	4 avril 2019
Nom de l'agent	Florient THIRACHE
Pression statique du réseau (bar)	4
Débit / pression en écoulement libre	184
Débit à 1 bar (m³/h)	153
Débit à 0,6 bar (m³/h)	

Visibilité

Oui ☐

Accessibilité

Oui ☐

Peinture

Défaut ☐

Anomalies constatées

Peinture vétuste

CONTRÔLE DE PERFORMANCE HYDRAULIQUE

Hydrant

N°	Type	Marque	Ø	Adresse
80799-6	Poteau incendie	PAM	100	Chemin du Val de Somme Zone Industrielle



Réf : I-20-161 VILLERS BRETONNEUX
Affaire suivie par Laura PORTÉCOP
Direction de la Sécurité Sanitaire
et de la Santé Environnementale
Service régional d'évaluation des risques sanitaires
Mail : ars-hdf-srers@ars.sante.fr

Lille, le 09/12/2020

Le Directeur général de l'Agence
régionale de santé Hauts-de-France

à

Monsieur le Préfet de la Somme
Direction des politiques publiques
Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement
51 Rue de la République
80000 Amiens

A l'attention de Catherine LORIDAN

Objet : ICPE AEU: Société ORTEC services environnement à Villers-Bretonneux (80)

PJ : annexe technique

Par courrier du 15 octobre 2020, la préfecture de la Somme a transmis à l'Agence Régionale de Santé, pour avis, le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de la société ORTEC services environnement à Villers-Bretonneux.

La société ORTEC services environnement, spécialisée dans le traitement et l'élimination des déchets dangereux, exploite le site de traitement et revalorisation de déchets (TRD).

Le site de Villers-Bretonneux est autorisé pour les activités de prétraitement, regroupement, transit et traitement de déchets industriels par arrêté préfectoral du 8 octobre 1990.

La capacité maximale de traitement de déchets industriel autorisée actuelle du site est de 36 000 tonnes/an. Le projet prévoit une augmentation de cette capacité à 55 000 tonnes/an. Ces évolutions concernent essentiellement le traitement des déchets aqueux.

Outre une régularisation de la situation administrative suite à différentes évolutions ayant déjà eu lieu, le présent projet prévoit plusieurs modifications du site (relatées en annexe).

Le projet est concerné par la directive IED (rubriques ICPE 3510, 3532 et 3550). Dans le cadre du projet, le site sera classé Seveso seuil bas.

Les premières habitations sont à environ 250 mètres.

L'ensemble des problématiques liées à la santé des populations riveraines a été abordé dans le dossier.

L'impact sonore du site en fonctionnement a été modélisé et des non-conformités n'ont pas été mises en évidence. Le respect de l'arrêté du 23 janvier 1997 devra être vérifié après mise en service.

Au vue de l'augmentation de l'activité, une mesure olfactométrique devra être réalisée, après 3 mois d'exploitation, pour valider l'absence de nuisances.

Les aspects liés à l'impact du site sur la santé comprennent des lacunes notamment sur l'inventaire des émissions et l'évaluation des risques sanitaires.

En conséquence, je vous informe que ce dossier s'il était présenté en l'état en CODERST, amènerait de ma part un vote **défavorable** en l'attente des éléments complémentaires demandés ci-dessous.

I. Compléments à transmettre à mes services avant passage au CODERST

- une évaluation des risques sanitaires complétée selon les lacunes identifiées en annexe ;
- une étude acoustique présentant le niveau de bruit résiduel (quand l'entreprise n'est pas en fonctionnement) et le bruit ambiant (quand l'entreprise est en fonctionnement avec les futures activités et équipements) ;

II. Réserves à reprendre dans le projet d'arrêté préfectoral présenté lors du CODERST

- réalisation d'une étude acoustique dans un délai de 3 mois après notification de l'arrêté d'autorisation, permettant de s'assurer de la conformité du site aux émergences définies dans l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et transmission de cette étude à l'ARS ;
- une mesure olfactométrique, après 3 mois d'exploitation, pour valider l'absence de nuisances ;
- d'autres prescriptions seront précisées après réception des compléments.

Le Service Régional Evaluation des Risques Sanitaires de la Sous-direction santé environnementale de l'ARS reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

**Pour le directeur général de l'ARS et par
délégation,**

La Sous-Directrice
de la Santé Environnementale,


Virginie LE ROUX-MONTCLAIR



Direction de la sécurité sanitaire et de la santé environnementale
Sous-direction santé environnementale
Service Régional Evaluation des Risques Sanitaires

A Lille, le

Installation classée : ORTEC services environnement à Villers-Bretonneux

Présentation du projet

La société ORTEC services environnement, spécialisée dans le traitement et l'élimination des déchets dangereux, exploite le site de traitement et revalorisation de déchets (TRD).

Le site de Villers-Bretonneux est autorisé pour les activités de prétraitement, regroupement, transit et traitement de déchets industriels par arrêté préfectoral du 8 octobre 1990.

La capacité maximale de traitement de déchets industriels autorisée actuelle du site est de 36 000 tonnes/an. Le projet prévoit une augmentation de cette capacité à 55 000 tonnes/an. Ces évolutions concernent essentiellement le traitement des déchets aqueux.

Outre une régularisation de la situation administrative suite à différentes évolutions ayant déjà eu lieu, le présent projet prévoit plusieurs modifications du site et de nouvelles activités :

- la création de surfaces étanches sous formes de voies de circulation et d'aires de travail pour améliorer les flux et les conditions de travail,
- la création de fosses de travail étanches supplémentaires et d'aires de déchargement/rechargement,
- l'automatisation/mécanisation du site : zone unique de chargement/déchargement des citernes ; transfert des produits par canalisation sans reprise manuelle ; utilisation d'engins et d'accessoires de manutention, mécanisation des procédés de déconditionnement afin d'augmenter la productivité, le niveau de sécurité des opérateurs et réduire les troubles musculo-squelettiques,
- l'augmentation de la capacité du broyeur et adaptation du dispositif de brumisation d'eau afin d'optimiser les flux logistiques et de diversifier les filières de sortie,
- le repositionnement géographique des activités de transit en un seul atelier,

- la mise en place d'un filtre presse pour la déshydratation des boues issues de l'atelier de neutralisation,
- la création d'une zone de transit pour les déchets amiantés,
- la création d'une zone de stockage pour les emballages vides,
- la création d'un second pont bascule en sortie de site pour limiter les manœuvres des camions sur le site, en lien avec le pont bascule en entrée via un logiciel informatique,
- l'implantation d'un procédé physique d'évaporation d'eau de type CMV ou similaire,
- la création d'une activité de nettoyage des véhicules citerne.

Le projet est concerné par la directive IED (rubriques ICPE 3510, 3532 et 3550). Dans le cadre du projet, le site sera classé Seveso seuil bas.

Les premières habitations sont à environ 250 mètres.

Eaux destinées à la consommation humaine

L'emplacement du projet n'est pas contraint par des périmètres de protection de captage.

Bruit

Les sources de nuisances sonores liées à l'activité du site ont bien été identifiées dans le dossier.

Les premières habitations sont situées à 250 m des bâtiments.

En matière de nuisances sonores, des rapports de mesures de bruit de 2012 et 2014 (rapports n° KA12.05.022 et n°KA14.03.001) sont présentés (bureau d'études Kaliès). En revanche, les émergences de bruit induites par les futures activités n'ont pas été estimées. C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible de conclure quant à la complétude du dossier : l'impact sonore des futures activités et équipements n'a pas été étudié.

Le rapport de 2012 rend compte des mesures avec les installations en fonctionnement (mesures réalisées sur les périodes diurnes et nocturnes), celui de 2014, avec les installations à l'arrêt (mesures pendant la période diurne exclusivement). Un nouvel état initial mériterait d'être mené notamment parce que les niveaux de bruit en fonctionnement aux points n°2 (pour le L50) et n°4 (pour le Leq) sont plus bas que les niveaux aux mêmes emplacements mais avec installations à l'arrêt. De plus, aucune estimation des niveaux de bruit résiduels nocturnes n'est présentée alors que certains équipements fonctionnent la nuit.

L'impact sonore des futures activités et équipements doit être étudié.

Odeurs

Des émissions odorantes pourraient être générées par les déchets admis sur le site, et plus particulièrement ceux contenant des COV. Le pétitionnaire prétend que les installations du site TRD ne sont pas susceptibles de générer une nuisance olfactive au niveau des populations environnantes. Pour autant, aucune étude n'est fournie dans le dossier afin de justifier ces éléments. Au vue de l'augmentation de l'activité, il aurait été pertinent de mettre en œuvre une mesure olfactométrique, après 3 mois d'exploitation, pour valider l'absence de nuisances. Le cas échéant, il pourrait être envisagé des mesures de gestion ou mesures compensatoires (abattement, neutralisation des odeurs, etc).

Évaluation des risques sanitaires (ERS)

Les rejets canalisés ont été identifiés. Le projet n'entraînera pas de modifications à ce sujet.

S'agissant des rejets diffus, le dossier indique : « L'activité du site TRD est susceptible de générer des rejets diffus de COV contenus dans les déchets liquides. Ces émissions sont susceptibles de se produire lors des phases de transfert, de regroupement et de traitement des déchets liquides. » (p240 DDAE).

Le site futur prévoit d'accueillir 11 000 tonnes de déchets liquides /an (p122 DDAE). Les COV n'ont ni été caractérisés substance par substance ni définis en terme de toxicité. Le dossier présente une estimation des émissions de COV issues des déchets liquides basés uniquement sur les émissions diffuses des réservoirs de stockage. Les rejets de COV ont été estimés à 280,9 kg/an et jugés faibles par le pétitionnaire. Il aurait été plus pertinent d'estimer la contribution de chaque phase (transfert, de regroupement et de traitement) en termes d'émission.

Cette estimation de rejets n'est pas identifiée comme étant un bilan majorant ou bilan moyen. Le bilan des émissions ne respecte pas la méthodologie attendue. Il doit être composé d'un bilan moyen et d'un bilan majorant. Le bilan majorant, doit être basé sur les prévisions d'émissions maximales. Le bilan moyen doit être basé sur les mesures moyennes (site en fonctionnement) ou les prévisions les plus réalistes (site en projet).

Cette famille de substances n'est pas développée dans une évaluation quantitative du risque.

L'étude sur ce point manque de lisibilité et ne respecte pas les référentiels en vigueur (cf. Référentiel pour la constitution d'un dossier de demande d'autorisation environnementale impliquant des installations classées en Hauts-de-France).

SYNTHÈSE

L'ensemble des problématiques liées à la santé des populations riveraines a été abordé dans le dossier.

L'impact sonore du site en fonctionnement a été modélisé et des non-conformités n'ont pas été mises en évidence. Le respect de l'arrêté du 23 janvier 1997 devra être vérifié après mise en service.

Au vue de l'augmentation de l'activité, une mesure olfactométrique devra être réalisée, après 3 mois d'exploitation, pour valider l'absence de nuisances.

Les aspects liés à l'impact du site sur la santé comprennent des lacunes notamment sur l'inventaire des émissions et l'évaluation des risques sanitaires.



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination
des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement
et de l'utilité publique**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de VILLERS-BRETONNEUX

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, il sera procédé du 9 novembre 2020 au 9 décembre 2020 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique sur la demande présentée par la S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Parc de Pichaury, 550 rue Pierre Berthier à AIX-EN-PROVENCE CEDEX3 (13799), en vue de réorganiser l'exploitation et d'augmenter la capacité de traitement de déchets de son site sis sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX.

L'ouverture de l'enquête publique sera annoncée dans la commune de VILLERS-BRETONNEUX ainsi que dans les communes d'AUBERCOURT, CACHY, DÉMUIN, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSÉE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE, incluses dans son rayon d'affichage, et sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr> (politiques publiques/ environnement/installations classées pour la protection de l'environnement/enquêtes publiques).

Pendant cette période, les pièces du dossier de demande d'autorisation (dont l'étude d'impact, l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale complété de la réponse de l'exploitant) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés au secrétariat de la mairie de VILLERS-BRETONNEUX afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, à l'exception des jours fériés et chômés.

Des informations sur ce projet peuvent être éventuellement demandées auprès de la société précitée (M. Joël Lequien, directeur développement environnement 03 22 48 59 20 - joel.lequien@ortec.fr).

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter sera également consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme et accessible depuis un poste informatique, 51 rue de la République à AMIENS, aux jours et heures habituels d'ouverture du bureau de l'environnement et de l'utilité publique, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Madame Brigitte DEVILLERS-RACINE, qui assure les fonctions de commissaire-enquêtrice, siégera en mairie de VILLERS-BRETONNEUX : lundi 9 novembre 2020 de 9h00 à 12h00, mercredi 18 novembre 2020 de 14h00 à 17h00, samedi 28 novembre 2020 de 9h00 à 12h00, mercredi 9 décembre 2020, de 14h00 à 17h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront être :

- consignées sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX;

- adressées par écrit à la commissaire-enquêtrice au siège de l'enquête et seront annexées au dit registre;

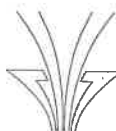
- formulées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr (en précisant dans l'objet du message l'intitulé de l'enquête). Elles seront accessibles sur le site Internet de la préfecture (<http://www.somme.pref.gouv.fr> / environnement / rubrique installations classées pour la protection de l'environnement / enquêtes publiques / Observations et propositions du public- courriels). Les observations seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Par ailleurs toute personne intéressée pourra obtenir communication du rapport et des conclusions émis par la commissaire-enquêtrice en s'adressant à la préfecture de la Somme (Service de la coordination des politiques interministérielles-Bureau de l'environnement et de l'utilité publique), à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX ou les consulter sur le site de la préfecture sus-mentionné.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou une décision de refus. Elle sera prise par la préfète de la Somme.

Amiens, le 15 octobre 2020

Pour la préfète et par délégation,
La cheffe de bureau,



Attestation de Parution

PICARDIE MEDIAS PUBLICITE

Certifie avoir reçu cette annonce légale
pour parution dans le **COURRIER PICARD**

Libellé de l'annonce : enquête publique

Département : Somme (80)

Date de parution : 23.10.2020 et 13.11.2020

PICARDIE MEDIAS PUBLICITE
5, boulevard du Port d'Aval
CS 41021
80 010 Amiens cedex 1

PREFETE DE LA SOMME

Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Commune de VILLERS-BRETONNEUX

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, il sera procédé du 9 novembre 2020 au 9 décembre 2020 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique sur la demande présentée par la S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Parc de Pichaury, 550 rue Pierre Berthier à AIX-EN-PROVENCE CEDEX3 (13799), en vue de réorganiser l'exploitation et d'augmenter la capacité de traitement de déchets de son site sis sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX.

L'ouverture de l'enquête publique sera annoncée dans la commune de VILLERS-BRETONNEUX ainsi que dans les communes d'AUBERCOURT, CACHY, DEMUIN, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSEE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE, incluses dans son rayon d'affichage, et sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr> (politiques publiques/ environnement/installations classées pour la protection de l'environnement/enquêtes publiques).

Pendant cette période, les pièces du dossier de demande d'autorisation (dont l'étude d'impact, l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale complété de la réponse de l'exploitant) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés au secrétariat de la mairie de VILLERS-BRETONNEUX afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, à l'exception des jours fériés et chômés. Des informations sur ce projet peuvent être éventuellement demandées auprès de la société précitée (M. Joël Lequien, directeur développement environnement 03.22.48.59.20 joel.lequien@ortec.fr).

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter sera également consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme et accessible depuis un poste informatique, 51 rue de la République à AMIENS, aux jours et heures habituels d'ouverture du bureau de l'environnement et de l'utilité publique, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Madame Brigitte DEVILLERS-RACINE, qui assure les fonctions de commissaire-enquêtrice, siégera en mairie de VILLERS-BRETONNEUX : lundi 9 novembre 2020 de 9h00 à 12h00, mercredi 18 novembre 2020 de 14h00 à 17h00, samedi 28 novembre 2020 de 9h00 à 12h00, mercredi 9 décembre 2020, de 14h00 à 17h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront être :

- consignées sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX ;
- adressées par écrit à la commissaire-enquêtrice au siège de l'enquête et seront annexées au dit registre ;

- formulées par voie électronique à l'adresse suivante :

pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr (en précisant dans l'objet du message l'intitulé de l'enquête). Elles seront accessibles sur le site Internet de la préfecture (<http://www.somme.pref.gouv.fr> / environnement / rubrique installations classées pour la protection de l'environnement / enquêtes publiques / Observations et propositions du public- courriels). Les observations seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Par ailleurs toute personne intéressée pourra obtenir communication du rapport et des conclusions émis par la commissaire-enquêtrice en s'adressant à la préfecture de la Somme (Service de la coordination des politiques interministérielles-Bureau de l'environnement et de l'utilité publique), à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX ou les consulter sur le site de la préfecture sus-mentionnée.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou une décision de refus. Elle sera prise par la préfète de la Somme.

Amiens, le 15 octobre 2020
Pour la préfète et par délégation,
La cheffe de bureau,
Caroline LANTENOIS



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination
des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement
et de l'utilité publique**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de VILLERS-BRETONNEUX

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, il sera procédé du 9 novembre 2020 au 9 décembre 2020 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique sur la demande présentée par la S.A.S. ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Parc de Pichauray, 550 rue Pierre Berthier à AIX-EN-PROVENCE CEDEX3 (13799), en vue de réorganiser l'exploitation et d'augmenter la capacité de traitement de déchets de son site sis sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX.

L'ouverture de l'enquête publique sera annoncée dans la commune de VILLERS-BRETONNEUX ainsi que dans les communes d'AUBERCOURT, CACHY, DÉMUIN, FOUILLOY, HAMELET, HANGARD, LAMOTTE-WARFUSÉE, LE HAMEL, MARCELCAVE et VAIRE-SOUS-CORBIE, incluses dans son rayon d'affichage, et sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr> (politiques publiques/ environnement/installations classées pour la protection de l'environnement/enquêtes publiques).

Pendant cette période, les pièces du dossier de demande d'autorisation (dont l'étude d'impact, l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale complété de la réponse de l'exploitant) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés au secrétariat de la mairie de VILLERS-BRETONNEUX afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, à l'exception des jours fériés et chômés.

Des informations sur ce projet peuvent être éventuellement demandées auprès de la société précitée (M. Joël Lequien, directeur développement environnement 03 22 48 59 20 - joel.lequien@ortec.fr).

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter sera également consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme et accessible depuis un poste informatique, 51 rue de la République à AMIENS, aux jours et heures habituels d'ouverture du bureau de l'environnement et de l'utilité publique, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Madame Brigitte DEVILLERS-RACINE, qui assure les fonctions de commissaire-enquêtrice, siégera en mairie de VILLERS-BRETONNEUX : lundi 9 novembre 2020 de 9h00 à 12h00, mercredi 18 novembre 2020 de 14h00 à 17h00, samedi 28 novembre 2020 de 9h00 à 12h00, mercredi 9 décembre 2020, de 14h00 à 17h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront être :

- consignées sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX;

- adressées par écrit à la commissaire-enquêtrice au siège de l'enquête et seront annexées au dit registre;

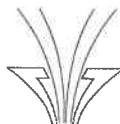
- formulées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr (en précisant dans l'objet du message l'intitulé de l'enquête). Elles seront accessibles sur le site Internet de la préfecture (<http://www.somme.pref.gouv.fr> / environnement / rubrique installations classées pour la protection de l'environnement / enquêtes publiques / Observations et propositions du public- courriels). Les observations seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Par ailleurs toute personne intéressée pourra obtenir communication du rapport et des conclusions émis par la commissaire-enquêtrice en s'adressant à la préfecture de la Somme (Service de la coordination des politiques interministérielles-Bureau de l'environnement et de l'utilité publique), à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX ou les consulter sur le site de la préfecture sus-mentionné.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou une décision de refus. Elle sera prise par la préfète de la Somme.

Amiens, le 15 octobre 2020

Pour la préfète et par délégation,
La cheffe de bureau,



Brigitte DEVILLERS-RACINE
Commissaire-enquêteur
3, rue de Long
80690 VILLERS SOUS AILLY
Tél : 03 22 28 01 86
Port : 06 47 32 72 34
E.mail : brigitte.devillers-racine@orange.fr

**Enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale en vue
de réorganiser l'exploitation et d'augmenter la capacité de traitement de
déchets des installations sises sur le territoire de la commune
de Villers-Bretonneux**

Présentée par la Société ORTEC Service Environnement

<p>PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES</p>
--

**Etabli en application des dispositions de l'article R.123-18 du Code de l'Environnement
et adressé à Monsieur Joël LEQUIEN Directeur développement Nord**

Monsieur,

Je vous communique le présent procès verbal de synthèse dans lequel sont consignées les observations que j'ai reçues.

Ce procès verbal doit être signé conjointement entre le Commissaire-Enquêteur et l'autorité responsable du projet. Un exemplaire sera annexé au rapport d'enquête.

S'agissant de l'organisation de l'enquête, la concertation préalable à la procédure d'enquête a été menée en toute transparence et coordination entre les services de la Préfecture, le Maître d'Ouvrage et le Commissaire-Enquêteur.

Le déroulement de l'enquête s'est effectué de manière satisfaisante et les éléments du dossier me permettent d'établir un rapport d'enquête visant à fournir à l'autorité compétente une information complète et synthétique.

Lors de mes permanences en Mairie de Villers-Bretonneux, la participation a été très faible et seules 2 observations ont été consignées dans le registre d'enquête mis à disposition du public.

RELEVÉ DES OBSERVATIONS

Registre 1	M et Mme LANCE Jean-Michel	Présence de nuisances olfactives et inquiétudes sur l'augmentation des volumes traités.
Registre 2	M et Mme MATHON Antoine	Constat d'une augmentation des rejets atmosphériques la nuit et le week-end et inquiétudes sur l'augmentation des capacités traitées.

(copie du registre jointe).

Dans l'avis formulé par la MRAe un certain nombre de remarques et recommandations ont été émises. J'ai pu constater que votre mémoire en réponse permettait de clarifier certains points et que par ailleurs vous vous engagez à faire réaliser par votre bureau d'études, toutes les études et analyses complémentaires préconisées. Pouvez-vous me confirmer ce point.

Dans les avis formulés par les personnes publiques associées, j'ai noté :

- Que le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme avait émis un avis favorable, en formulant toutefois un certain nombre de prescriptions. (Copie de l'avis ci-joint).

Pouvez-vous m'indiquer si ces préconisations ont bien été prises en compte dans le dossier.

Un mémoire en réponse peut me parvenir, dans les 15 jours après réception de ce procès verbal de synthèse, avec vos observations éventuelles.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Villers-Bretonneux,

Le.....

Société ORTEC Environnement
LEQUIEN Joël

Villers-Sous-Ailly

Le 10/12/2020

La Commissaire Enquêtrice
DEVILLERS Brigitte



Troisième permanence

le 18 novembre 2020

Aucune observation.

Quatrième permanence

le 9 décembre 2020

I. Remarques:

① Inquiétude sur l'augmentation des volumes de traitement de déchets qui entraînent automatiquement un trafic routier dense.

② Constat identique à la DREAL, présence de nuisances olfactives, quelles sont les mesures envisagées?

Il faudrait éviter de traiter les déchets lorsque les vents sont à dominante EST, SUD-EST et NORD-EST afin que les odeurs ne soient pas dirigées dans Po commune.

En conclusion, sommes favorables à la mise aux normes des installations mais opposés à l'augmentation du volume.

par M^{me} LANCE Jean-Michel
16 Bis Rte de Beronne
80800 Villers Bretonneux 2



II Constat :

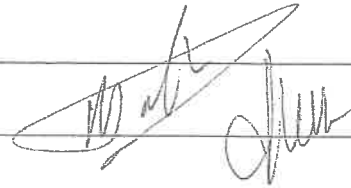
Aujourd'hui on constate sur le site une augmentation des rejets atmosphériques la nuit et surtout le week-end, ce qui met le doute sur le respect en continu des normes de rejet, les contrôles semblent insuffisants et/ou non inopérants. Avec l'augmentation de capacité, les manquements accidentels ou non, ne pourront que s'empêcher.

De plus, dans un avis publié en 2017, l'ADEME a constaté qu'il n'y a pas besoin de nouvelles capacités d'incinération sur le territoire Français.

M. et Mme MATHON Antoine

8 Impasse de Marcelcave

80800 Villers Bretonneux



ORTEC Services Environnement-Centre TRD
58, rue du 8 mai 1945
80 800 VILLERS-BRETONNEUX

Le 24 décembre 2020

Madame La commissaire-Enquêtrice
Commissaire-enquêteur
3 rue de Long
80 690 VILLERS SOUS AILLY

Madame La commissaire-Enquêtrice,

Vous nous avez adressé le 10 décembre dernier votre procès-verbal de synthèse suite à l'enquête publique relative notre dossier de demande au titre des installations classées pour notre installation TRD à Villers-Bretonneux Somme. Nous vous en remercions.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments de réponse.

A. Concernant la MRAE, des réponses sont en effet déjà formulées dans notre réponse du 27 octobre dernier, notamment sur la question de la gestion des eaux usées et pluviales.

Je vous confirme donc les suites que nous allons donner aux recommandations formulées par la Haute Autorité :

a. **Résumé non technique :**

Le document a été complété d'un sommaire et de photographies prises depuis le sommet du mémorial Australien situé sur la commune de Fouilloy. Le site TRD n'est pas visible depuis ce monument.

b. **Articulation du projet avec les plans-programmes et les autres projets connus**

Notre bureau d'études est missionné pour actualiser les analyses de l'articulation du projet avec :

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets Hauts-de-France.

128, rue de Sully - 80048 Amiens
Téléphone 03 22 66 66 66 - Télécopie 03 22 66 66 61

Siège Social : Parc de Pichaury - 550, rue Pierre Berthier - CS 80348 - 13799 Aix-en-Provence Cedex 3 - France
Téléphone 04 42 12 12 12 - Télécopie 04 42 12 13 14 - E-mail : mail@ortec.fr

ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT - SAS AU CAPITAL DE 750 100 EUROS - 790 208 920 R.C.S. AX-EN-PROVENCE - N° D'IDENTIFICATION TVA : FR 25790208920

Les dispositions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Somme aval et cours d'eau côtiers.

Les projets éventuellement développés entre 2015 et 2020 sur la zone d'activités ou est implanté le site.

c. Paysage et patrimoine

L'étude paysagère qui est évoquée s'intéresse en priorité à la vision depuis le patrimoine culturel et mémoriel. Les photos prises ne montrant aucun impact, l'étude paysagère complémentaire n'est pas envisagée.

d. Risques technologiques et sanitaires et nuisances

Pour l'incident majeur AM3, nous allons étudier le déplacement du stock concerné vers l'intérieur du site après avoir vérifié les éventuels effets dominos d'une telle organisation. Si cela est convenable, le flux ne sortirait plus du site. Cette étude sera réalisée au second trimestre 2021

e. Concernant l'évaluation des risques sanitaires, les nuisances olfactives et sonores

Ortec a demandé la réalisation des études acoustique et olfactive. Le texte sera également clarifié pour répondre au souci de lisibilité relative aux COV.

B. Recommandations du SDIS :

Nous vous avons transmis notre réponse au SDIS. Celle-ci a été formulée après un entretien avec le capitaine des pompiers. Plusieurs réponses se trouvent dans le dossier complet que n'avait pas ce service et nous avons par ailleurs accédé à l'ensemble des demandes complémentaires.

C. Réponses aux observations formulées :

a. Registre 1: présence de nuisances olfactives et inquiétudes sur l'augmentation des volumes traités.

Sur la question du trafic routier :

Le trafic routier engendré actuellement par l'activité du site représente environ :

- ✶ 30 véhicules légers par jour pour le déplacement des employés, des activités connexes

↳ 25 camions par jour pour l'activité liée aux déchets.

Suite aux évolutions projetées (augmentation des arrivées de déchets, suppression des départs d'eaux souillées pour traitement externe), le trafic routier engendré par l'activité dans sa configuration future représentera environ 35 camions par jour et 30 véhicules légers par jour.

L'augmentation de la circulation routière générée par les modifications projetées est comparée de manière majorante, dans le tableau suivant, aux données locales relatives à la circulation routière.

Point de comptage	Axe routier	Augmentation totale	Impact sur le trafic total	Impact sur le trafic poids lourds
1	D 1029	10 véhicules/j	+ 0,1%	+ 1,1%
2	D23	10 véhicules/j	+ 0,2%	+ 3,0%
3	D23	10 véhicules/j	+ 0,4%	+ 4,6%
4	A29	10 véhicules/j	+ 0,1%	/

L'impact des modifications projetées sur le trafic routier sera très limité et peut être considéré comme acceptable.

Sur la question des nuisances olfactives :

Le projet envisagé vise entre autres à réaliser les phases de déconditionnement qui peuvent être source ponctuelle d'odeurs dans des bâtiments, ce qui réglera les questions liées aux orientations du vent. Ces opérations sont à l'heure actuelle réalisées à l'air libre.

Les opérations de broyage seront réalisées dans un environnement restreint et soumis à brumisation d'eau pour la protection incendie ce qui a pour effet également d'abattre les échappements d'odeurs. L'un de ces broyeurs pourra également, si nécessaire après une étude à réaliser en phase opérationnelle, être relié à une captation de vapeurs.

Le déconditionnement de liquides à forte tension de vapeur sera désormais réalisé dans un local clos mis en dépression et dont les vapeurs seront traitées sur charbon actif, réglant ainsi tout problème éventuel.

b. **Registre 2: Constat d'une augmentation des rejets atmosphériques la nuit et le weekend et inquiétudes sur l'augmentation des capacités traitées.**

Sur la question des rejets : il y a méprise car le site est à l'arrêt la nuit et le week-end. Aucun rejet ne peut être constaté depuis notre site.

S'agissant de l'incinération, il y a également confusion (peut-être est-il fait référence à d'anciennes activités arrêtées depuis 10 années) car ce type de technique n'est pas utilisé sur le site et ne peut pas montrer de ce point de vue de contradiction avec des études nationales. Pour mémoire le site ne traite pas d'ordures ménagères qui sont sans doute celles évoquées par les études ADEME mais qui ne concernent pas le site.

D. Autres points

Je vous prie de trouver en annexe l'accusé de réception de votre procès-verbal

Nous restons à votre disposition pour évoquer ces différents points si nécessaire.

Je vous prie d'agréer Madame la Commissaire-enquêtrice, l'assurance de ma considération respectueuse.

Le Responsable du projet Centre TRD ORTEC,

Joël LEQUIEN

